

Assemblée Générale Ordinaire de la SFER – 14 juin 2017



RAPPORT MORAL, RAPPORT D'ACTIVITES ET RAPPORT FINANCIER 2016

Table des matières

I.	Rapport moral.....	p.1
II.	Rapport d'activités de l'exercice 2016.....	p.3
	II.1. Le colloque thématique Libéralisation des Marchés Laitiers.....	p.3
	II.2. Les JRSS 2016.....	p.4
	II.3. La revue Economie Rurale.....	p.5
	II.4. Les séminaires de politiques agricoles.....	p.8
	II.5. Autres actions d'animation et de communication.....	p.9
III.	Rapport financier de l'exercice 2016.....	p.11
	III.1. Le Bilan et le Compte de Résultat de l'association en 2016.....	p.11
	III.2. Le projet 2017.....	p.13

I. Rapport moral

L'année 2016 a été l'occasion pour la SFER de prolonger les actions entreprises en 2015 et de maintenir un rythme soutenu d'activités et d'évènements permettant à la fois de créer des occasions pour la communauté académique de se réunir et de travailler ensemble, mais aussi d'échanger avec le monde professionnel, associatif et politique. Il reste très important pour nous que la SFER joue un rôle de courroie de transmission permettant de faciliter les débats entre différentes communautés académiques et non académiques.

Nous avons ainsi co-organisé avec VetAgro Sup de Clermont-Ferrand un colloque sur la Libéralisation des Marchés Laitiers en juin 2016 qui a attiré un public large et varié, à un moment crucial de la crise laitière, et qui a permis de débattre de façon constructive des raisons de la crise, des réponses à apporter à court terme et à long terme, et des leçons à tirer des expériences d'autres pays. Un numéro spécial d'Economie Rurale sera publié sur la base de ce colloque mais les contributions en ligne ont déjà été largement consultées.

Les JRSS ont fêté leur 10^e anniversaire à Paris dans les locaux de l'IESEG – La Défense et ont permis comme chaque année de créer un climat convivial, propice à des échanges scientifiques et aidant à l'intégration des doctorants et des jeunes chercheurs.

Nous avons aussi intensifié notre politique d'ouverture à l'international. Nous avons proposé la nomination de deux de nos collègues économistes agricoles, Jean-Marc Boussard et Jean-Christophe Bureau à l'EAAE fellow awards (association européenne des économistes agricoles EAAE). J'ai participé au colloque annuel de l'Agricultural Economic Society du Royaume-Uni et d'Irlande, ce qui m'a permis de mieux présenter la SFER (avec l'aide de L. Kuhfuss du bureau). Nous avons convenu de renforcer les liens entre nos deux associations et de programmer des évènements communs en 2018. C'est aussi un moyen pour nous tous d'aller à l'encontre de la logique du Brexit et d'affirmer que la science ne connaît pas de frontières. Sur cette même lancée, nous montons en septembre 2017, lors du XI^e Congrès des économistes ruraux espagnols et portugais une session plénière commune sur les filières fruits et légumes.

Economie Rurale continue à attirer des soumissions d'articles dont la qualité s'accroît. L'équipe éditoriale a évolué. La direction du comité éditorial est désormais assurée par Pierre Labarthe, Céline Bignebat et Romain Melot. Je tiens à remercier très chaleureusement Aude Ridier qui a co-dirigé la Revue avec Pierre ces 5 dernières années. Elle a fait avec Pierre un énorme travail pour qu'Economie Rurale soit gérée professionnellement et gagne en notoriété auprès des chercheurs et des agences d'évaluation de la recherche.

Puisque l'année 2017 est déjà bien entamée, j'en dis quelques mots. Nous avons participé au débat électoral en organisant avec le Cevipof une table ronde « L'agriculture dans la campagne... électorale » qui a rassemblé un large public intéressé par ce que les candidats à la Présidentielle avaient à proposer pour l'avenir de l'agriculture et du monde rural français. Une synthèse de ce débat a été envoyée à tous les sympathisants de la SFER et peut être retrouvée sur le site CAPEye (<https://www.supagro.fr/capeye/>).

Grâce à l'engagement de l'Isara, nous savons que les 11^{es} JRSS auront lieu à Lyon les 9 et 10

décembre prochains. L'appel à communication a été lancé.

Dans quelques jours, les 22 et 23 juin prochains, le colloque « Compétitivité, Agriculture et Alimentation » co-porté par Thierry Pouch et Charlotte Emlinger se tiendra à Reims. Nous espérons que ceux qui ne sont pas encore inscrits vont le faire. Il reste encore quelques places, et c'est clairement un sujet d'actualité.

Je profite de ce rapport moral pour remercier les personnes qui travaillent pour nous au quotidien, Sandrine et Armelle, et tous les membres du bureau sortant. Etre bénévole pour une association représente un engagement fort. C'est d'autant plus louable que nous sommes tous au bureau déjà très sollicités dans nos vies professionnelles. Maryline Filippi a assuré pendant 4 ans la lourde tâche de secrétaire générale. Nous lui en sommes tous très reconnaissants. Rappelons aussi que notre association ne peut réaliser tout ce qu'elle fait que grâce au soutien moral et financier de l'INRA (départements SAE2 et SAD) et du Cirad (département ES). Ils suivent et contribuent à nos actions avec intérêt et bienveillance, et c'est très important pour notre association et son avenir.

II. Rapport d'activités de l'exercice 2016

Les activités de la SFER en 2016 ont été caractérisées par la réalisation d'un colloque thématique dédié à la Libéralisation des marchés laitiers. Nous avons mené nos activités habituelles autour des JRSS, de notre revue Economie Rurale, des séminaires de Politique Agricole et d'autres activités d'animation.

II.1. Le colloque thématique Libéralisation des Marchés Laitiers

Le colloque « Libéralisation des marchés laitiers : évolution des politiques publiques et adaptation des acteurs économiques » dont l'organisation a été déléguée par la SFER à VétagroSup Clermont-Ferrand et l'UMR Métafort, s'est tenu les 9 et 10 juin 2016 à Clermont-Ferrand. Le comité d'organisation était composé de Virginie Baritoux (VetAgro Sup Clermont), Frédérique Lorenzi (Réseau Rural Est), Thierry Pouch (APCA), Aurélie Trouvé (AgroParis Tech), Armelle Guilloux (ellipse&co). Le comité scientifique comprenait 12 membres.

Ce colloque a eu pour objectif de dresser un premier bilan, dans le contexte actuel de réforme en profondeur de la politique laitière européenne, des évolutions réglementaires récentes dans le secteur laitier et de leurs conséquences environnementales, sociales et économiques sur la production et les filières laitières. Il a permis de croiser les regards de praticiens (opérateurs économiques, acteurs publics, acteurs du développement) et de chercheurs.

Le colloque a rassemblé 81 participants, réunissant une large diversité de publics, de contributions académiques et non académiques (OPA, instituts techniques, entreprises, banque, producteurs laitiers, etc.). Trois séances plénières thématiques ont été organisées : les politiques laitières européennes, enjeux et termes du débat (3 conférenciers) ; les régulations du secteur laitier, comparaisons internationales (3 Travaux de recherche présentés) ; la filière laitière française, stratégies des acteurs (introduction du CGAAER suivi d'une Table ronde). Au-delà des séances plénières, 26 communications ont été présentées dans trois séries d'ateliers. Ces contributions ainsi que les conférences et tables rondes ont mis en regard les évolutions en France et dans d'autres pays européens et les ont confrontées à celles en cours dans des pays tiers grands producteurs laitiers (notamment États-Unis, Canada, Suisse, Nouvelle-Zélande).

Du point de vue financier, le budget global du colloque (13 500 €), à l'équilibre, a permis le financement d'un numéro spécial d'Economie Rurale (comité éditorial : A. Trouvé, V. Chatellier, F. Lorenzi et V. Baritoux) à paraître fin 2017 sur la base de 8 articles issus de communications présentées lors du colloque. L'organisation du colloque a obtenu le soutien financier (3 500 €) de différents partenaires (chambre régionale d'agriculture Auvergne, Clermont communauté, Institut de l'élevage) et des contributions en nature Vetagro Sup (locaux) et AFA (Fromagerie d'Auvergne). Par ailleurs, ce colloque a donné lieu à 25 adhésions SFER.

L'ensemble des communications est mis en ligne dans les actes du colloque :

http://www.sfer.asso.fr/index.php/sfer_asso/les_colloques_thematiques/liberalisation_des_marches_laitiers/lml2016_actes_du_colloque.

Des enregistrements audio ont été réalisés lors des plénières.

II.2. Les JRSS 2016

Les JRSS 2016 ont été organisées par un comité d'organisation présidé par Jean-Philippe Boussemart (IESEG) et ses collègues de l'UMR LER. Elles ont été accueillies dans les locaux très confortables de l'IESEG Paris-La Défense. Le conseil scientifique était présidé par Catherine Laroche-Dupraz d'Agrocampus Ouest. Il y a eu deux conférences plénières : Florent Quellier (Université de Tours), "Le jardin, un modèle alimentaire patrimonial" et Benoît Blarel (Banque Mondiale), "Transboundary water management : from vicious to virtual circle. A case study.", ainsi qu'une présentation du réseau IST-SAE2 (Les services de veille Inra en Sciences Sociales appliquées à l'Agriculture, l'Alimentation et l'Environnement) et une session gérée par les ingénieurs d'appui à la recherche.

Il y a eu 114 inscrits payants. En ajoutant les invités non payants (conférenciers, quelques membres du comité d'organisation, participants avec inscription gratuite, ...), nous avons une participation d'environ 135 personnes sur les deux jours. En tenant compte des subventions obtenues (le LEM, 1 000 €, et l'Université Catholique de Lille, 2 000 €) cela fait un total de recettes réelles de 24 790 €.

Les dépenses affectées à cette opération ont été pour l'essentiel le poste restauration (10 870 €), les frais administratifs et logistiques (6 322 €) avec la rémunération d'ellipse&co (société de services) et le recrutement de deux étudiants. Les frais de déplacement et d'hébergement des membres du comité d'organisation et des conférenciers s'élèvent à 1 176 €.

Les dépenses effectives s'établissent donc à 18 790 €. De ce fait, il est donc possible d'affecter un solde de 6 000 € pour la publication d'un numéro d'Economie Rurale, comme cela était prévu dans le budget prévisionnel.

La présentation du bilan global reprend en plus de ces montants, le loyer fictif des salles mises à disposition par l'IESEG (29 040 €) et figurant simultanément en dépenses et recettes.

L'équilibre est donc atteint pour un budget global de 53 870 € TTC.

Soumissions et organisation du CS :

Il y a eu 117 papiers soumis, 92 acceptés (78% d'acceptations) et 25 refusés. Quelques décisions ont été prises à l'issue de ces journées, pour l'organisation des 11^{es} JRSS : une procédure clarifiée pour l'organisation de sessions spéciales, l'association plus étroite et planifiée des revues partenaires (Economie Rurale, RAFF, Cahiers Agricultures) pour accélérer les publications des meilleurs articles, un accès facilité aux doctorants, et le maintien de la session ingénieur.

Le Conseil scientifique des JRSS a été partiellement renouvelé. Il a aussi été décidé d'y inclure des représentants des directions éditoriales des revues associées, la RAFF et Cahiers Agricultures. Deux membres du comité organisateur des 11^{es} JRSS qui auront lieu à Lyon (ISARA) rejoignent aussi le CS pour cette année.

Présidente : Cathie Laroche Dupraz

Membres : Véronique Ancey, Sandrine Barrey, Nathalie Bertrand, Antoine Bernard de Raymond, Céline Bigneat, Claire Delfosse, Mathieu Désolé, Geoffroy Enjolras, Adélaïde Fadhuile, Alexandre Gohin, Séverine Gojard, Pierre Janin, Gilles Laferté, Sophie Legras, Pascal Marty, Raphaële Préget, Emmanuel Raynaud, Damien Rousselière, Julien Salanié, Sophie Thoyer, Elodie Valette

Les JRSS 2017 se tiendront à Lyon à l'ISARA les 14 et 15 décembre 2017. Le comité local d'organisation est composé de Mathieu Désolé, Philippe Fleury, Karima Latti, Perrine Vandembroucke (ISARA), Pierre Cornu et Claire Delfosse (LER). Le premier appel à communication a été diffusé en avril 2017.

II.3. La revue Economie Rurale

Nous présentons dans ce document le bilan de la revue Economie Rurale depuis la précédente Assemblée Générale de la SFER, c'est-à-dire pour la période juin 2016 – juin 2017. La présentation du bilan d'activités est organisée en trois points principaux : i) un retour sur l'évolution du comité éditorial et de son activité ; ii) un panorama des articles publiés au cours de cette période et iii) un point sur le résultat financier pour l'année 2016.

i) Comité éditorial d'*Economie Rurale*

Conformément à ce que nous avons annoncé lors de l'Assemblée Générale de juin 2016, la composition du comité éditorial a évolué lors des douze derniers mois. Cette évolution s'inscrit dans le système de mandats renouvelables de deux ans que nous avons mis en place en janvier 2013. Elle intègre notre volonté de garantir une bonne représentation des disciplines, des sensibilités et des institutions au sein des communautés francophones de chercheurs sur les thèmes de la revue.

- Neuf collègues ont quitté le comité éditorial : Véronique Alary, Jean-Christophe Dissart, Guillaume Duteurtre, Janet Dwyer, Maryline Filippi, Eric Giraud-Héraud, Daniel-Mercier Guoin, Bernard Roux et Julie Subervie. Nous tenons à les remercier de leur engagement pour le bon fonctionnement de la revue.
- Huit collègues nous ont rejoint : Gaëlle Balineau, Ali Daoudi, Céline Dutilly, Ismaïl Moumouni, Geneviève N'Guyen, Coline Perrin, Annie Royer et Bertille Tharaud.
- Le comité éditorial est désormais co-dirigé par Céline Bigneat, Pierre Labarthe et Romain Melot. Aude Ridier, qui a assuré la co-direction de la revue pendant près de cinq ans, reste membre du comité éditorial. Nous tenons à remercier Aude pour tout le travail accompli en tant que co-rédactrice en chef. Elle a œuvré pour rénover le fonctionnement du comité éditorial de la revue, renforcer sa dimension collective et son réseau de collaborateurs (éditeurs comme relecteurs), et améliorer les performances de son modèle économique.
- Voici donc la composition du comité éditorial pour la période 2017-2019 : Sandrine Corcuff (secrétaire de rédaction), Céline Bigneat, Pierre Labarthe, Romain Melot (co-rédacteurs en chef de la revue), Gaëlle Balineau, Dominique Barjolle, Jacqueline Candeau, Ali Daoudi, Lucie Dupré, Céline Dutilly, Danielle Galliano, Alexandre Gohin, Bruno Jean, Ismaïl Moumouni, Geneviève Nguyen, Coline Perrin, Thierry Pouch, Aude Ridier, Annie Royer, Bertille Thareau, Aurélie Trouvé

Le fonctionnement collectif du comité éditorial n'a pas connu de changement durant cette année. Il s'appuie toujours sur un outil collaboratif désormais bien institué, complété par quatre réunions annuelles, durant lesquelles les discussions portent directement sur les papiers en cours d'évaluation et permettent d'accompagner chaque éditeur dans les prises de décision (acceptation ou rejet des papiers). Ces réunions permettent également de

soutenir une discussion sur la ligne éditoriale et la direction scientifique de la revue. Ce fonctionnement a permis de stabiliser les délais moyens de réponse de la revue aux auteurs : trois semaines pour décider de l'envoi d'un article en relecture, quatre mois pour le premier retour des avis des relecteurs anonymes, et moins d'un an pour la publication.

ii) Bilan de l'activité éditoriale 2015-2016

Entre juin 2016 et juin 2017, en combinant soumissions spontanées et numéros spéciaux, 88 papiers ont été reçus, dont 41 ont été refusés au stade d'avis de pertinence (taux de 46%, proche de celui de l'an dernier), et 5 suite à l'avis des relecteurs. Les niveaux de sélection sont donc stabilisés.

Cinq numéros ont été publiés entre juin 2016 et juin 2017, dont deux numéros doubles. Un des numéros contient un dossier sur l'économie des bois et des forêts (Numéro 359, mai-juin 2017). Ce dossier a été conçu à partir de soumissions spontanées à la revue. Les deux numéros doubles sont issus de colloques thématique organisés par la SFER : un numéro intitulé « Terres Agricoles », coordonné par Nathalie Bertrand et Romain Melot (numéro 353-354, mai-juillet 2016), et un numéro intitulé « Structures d'exploitation et exercice de l'activité agricole » (numéro 357-358, janvier-mars 2017), coordonné par Michaël Bermond, Pierre Labarthe, Marc Parmentier, Laurent Piet, Jacques Rémy et Aude Ridier.

Au total, 32 articles ont été publiés, dont 24 articles « Recherche », 7 articles « Faits et Chiffres », et 1 article « Etat de l'art ». Nous avons également publié trois « Notes de lecture ». Différentes disciplines académiques sont représentées : l'économie (68%), la sociologie (20%), la géographie et les sciences sociales.

Nous envisageons, pour l'année 2018, un changement dans la périodicité de publication de la revue, avec un passage de six à quatre numéros par an. Ce changement n'affectera pas le volume d'articles publiés, mais il permettra une petite réduction des coûts, et rendra plus fluide le travail du secrétariat éditorial.

iii) Eléments financiers

Depuis quelques années, nous avons construit un budget type pour la revue Economie Rurale, qui permet un meilleur pilotage budgétaire et un suivi des évolutions inter-annuelles. Cette année, des écarts significatifs sont à noter entre le budget prévisionnel et le budget réalisé. Ils concernent les revenus liés aux abonnements papier. La baisse observée ces dernières années se poursuit. Il s'agit là d'une tendance lourde (moins 10% entre 2015 et 2016). Désormais, ce ne sont plus simplement des particuliers qui cessent de s'abonner, mais également des centres de recherche ou des bibliothèques universitaires. Dans la configuration actuelle, nous avons peu de prise sur cette situation, nos « clients » s'abonnant via des plateformes d'achat internationales (EBSCO, par exemple). En 2016, cette baisse n'est pas compensée par une réduction des frais de fabrication, comme cela avait été le cas pour les années précédentes. La comptabilité analytique de la revue fait donc apparaître un « déficit » de 3 900€. Autrement dit, une partie de l'activité de la revue est financée par l'association (adhésions et subventions).

	Prévisions 2016	Réalisé 2016	Ecart	Prévisions 2017
Total recettes	41500	39193,64	-5,6%	37000
dont Abonnements	21 000,00	18 962,31	-9,7%	17 000,00
dont Revenu électronique (CAIRN)	8 500,00	8 231,33	-3,2%	8 000,00
dont Edition Numéro spécial Lait	6 000,00	6 000,00	0,0%	6 000,00
dont Contribution éditoriale JRSS	6 000,00	6 000,00	0,0%	6 000,00
Total Dépenses	42900,0	42992,8	0,2%	42900,0
dont Fabrication revue (relecture, maquettage, impression / CAIRN)	16000	16092,79	0,6%	16000
dont Frais de fonctionnement (logiciel gestion Abo)	1000	1000	0,0%	1000
dont Secrétariat éditorial (salaire S. Corcuff)	24000	24000	0,0%	24000
dont Frais de fonctionnement autres	1900	1900	0,0%	1900
Résultats	-1400	-3799,15		-5900

Tableau 1 : Bilan Financier Economie Rurale et Prévisionnel 2017

Cette situation devrait se reproduire en 2017. Nous anticipons un déficit dans le budget prévisionnel d'Economie Rurale pour 2017, lié à la diminution du nombre d'abonnés. Ce déficit devrait rester relativement limité et ne pas trop peser sur la trésorerie de la SFER.

Cependant, cette situation n'est pas durable. A court terme, dès 2018, nous proposons de mettre en œuvre des mesures de réduction des coûts de fabrication de la revue, qui permettraient de conserver une valeur ajoutée sur la vente papier, afin de contribuer au financement du poste de secrétariat éditorial.

Trois mesures sont envisageables à très court terme :

- 1) Un passage de 6 à 4 numéros par an. Cette évolution permettrait de réduire les coûts, mais également de fluidifier le travail éditorial comme évoqué précédemment. La réduction du nombre de numéros par an pourrait s'opérer sans réduction du volume d'articles publiés.
- 2) La réduction du nombre d'exemplaires imprimés par numéro. Nous devons entamer des discussions avec CAIRN sur la possibilité ou non de réduire le tirage (il peut exister des seuils minimums).
- 3) Un changement de format de la revue pour une mise en page moins coûteuse.

Plus globalement, il nous semble indispensable qu'une réflexion de fond soit engagée entre le bureau de la SFER et le comité éditorial au sujet de l'évolution du modèle économique de la revue à plus long terme. Cette discussion devra notamment porter sur les relations entre la revue, l'association, CAIRN, Revues.org et l'INRA. Deux éléments interdépendants doivent de notre point de vue être intégrés à cette réflexion : i) les débats sur l'open access ; ii) les relations entre instituts de recherche (et notamment l'INRA) et sociétés savantes éditrices de revues. L'INRA a affirmé dans sa stratégie à l'horizon 2025 sa volonté d'adopter un modèle de sciences ouvertes et de publications d'articles libres de droits. Dans ce contexte, nous défendons l'idée qu'un soutien financier au travail éditorial des sociétés savantes, et notamment au travail de secrétariat éditorial, est nécessaire pour les revues en sciences sociales.

II.4. Les séminaires de politiques agricoles

Ces séminaires sont organisés depuis 2011 par Aurélie Trouvé (AgroParisTech) et Frédéric Courleux (Momagri). Ils se tiennent le plus souvent à AgroParisTech, rue Claude Bernard, dans l'amphithéâtre Dumont, les 2es mardis du mois de 18h00 à 19h30.

L'annonce est diffusée à tous les sympathisants de la SFER, à tous les étudiants et personnel enseignant d'AgroParisTech et sur différentes autres listes de diffusion. Le partenariat avec SAF Agridées a été récemment renouvelé afin de bénéficier de leur lettre de diffusion.

Comme à l'accoutumée, l'audience est très variable selon les séances, d'une vingtaine à une centaine de personnes (maximum de l'amphi Dumont). La participation des étudiants progresse régulièrement mais reste très variable notamment en période de stage. Les sujets relatifs à la politique agricole commune restent ceux qui sont les plus attractifs.

En termes de programmation, le souci de diversifier les sujets, les approches et les profils a continué de marquer les choix des intervenants.

En dépit de la charge de travail importante que cela représente, plusieurs des séminaires ont donné lieu à des valorisations dans Economie Rurale sous la forme de points de vue de la part de l'intervenant et du discutant dans la rubrique débats.

La principale innovation intervenue depuis la précédente AG tient à l'organisation de « pots de l'amitié » à l'issue de certains séminaires. Ces moments de convivialité semblent appréciés par les participants.

Ci-dessous le programme 2016 (pour plus de détails sur le contenu de chaque séminaire, voir le site de la SFER) :

- **Mardi 13 décembre 2016**

Les expositions aux pesticides en agriculture : une question pour les politiques agricoles ?

Par Catherine Laurent, Directrice de recherche INRA UMR SAD-APT INRA/AgroParisTech

- **Mardi 8 novembre 2016**

Agro-holdings et régulations sectorielles en Russie.

Par Pascal Grouiez, Economiste Paris 7 - Ladyss

Discutant : Hubert Cochet, Agroéconomiste, UFR Agriculture comparée, AgroParisTech

- **Mardi 11 octobre 2016**

Gestion des risques et PAC : une proposition.

Par Tomas Garcia Azcarate, IEGC-CSID Madrid et ancien fonctionnaire de la DG Agri

Discutant : Julien Valentin

- **Mardi 13 septembre 2016**

Les transformations des politiques de coopération internationale en matière agricole.

Par Vincent Ribier et Jean-Jacques Gabas (CIRAD)

- **Mardi 21 juin 2016**

Partenariats pour le développement territorial.

Par André Torre (INRA SAD-APT) et Dominique Vollet (IRSTEA), coordinateurs de l'ouvrage

- **Mardi 10 mai 2016**

Les enjeux des négociations du TTIP pour l'élevage.

Par Fabien Champion, agro-économiste, Institut de l'Élevage

Discutant : Thierry Pouch, APCA et Université de Reims

- **Mardi 12 avril 2016**

Géopolitique des dynamiques agraires au Proche-Orient.

Par Pierre Blanc, Enseignant-chercheur à Science Po Bordeaux

- **Mardi 9 mars 2016**

Performance environnementale et distribution des aides de la PAC : la dernière réforme améliore-t-elle la situation ?

Par Alessandra Kirsch, doctorante en Economie à AgroSup Dijon et Jean-Christophe Kroll,

Professeur d'Economie émérite à AgroSup Dijon

- **Mardi 9 février 2016**

Conseil privé en agriculture : acteurs, pratiques et marché.

Par Pierre Labarthe, Claude Compagnone, Frédéric Goulet

- **Mardi 8 décembre 2015**

La vigne et le vin face au changement climatique : quels impacts ? Quelles adaptations ? Quelles politiques publiques ?

Par Jean-Marc Touzard, Directeur de recherche, INRA Montpellier

Discutant : Patrick Aigrain, Chef du service "Evaluation, Prospective, Analyses Transversales", FranceAgrimer

II.5. Autres actions d'animation et de communication

1) Création d'un nouveau site web pour la SFER

Il a été décidé en 2015 de financer la création d'un nouveau site SFER en faisant appel à un prestataire extérieur. Cette décision répondait à plusieurs impératifs :

- changer d'hébergeur car le CIRAD qui nous hébergeait gratuitement jusqu'à présent, va fermer son serveur,
- rendre la SFER plus visible (avec le lancement d'un nouveau logo) afin de disposer d'un site internet plus interactif et plus facile à gérer,
- pouvoir utiliser le site web comme une plateforme d'échange pour les membres du bureau et du COS, et enfin,
- moderniser et sécuriser le suivi comptable de nos opérations d'enregistrement des recettes.

Le bureau a choisi le prestataire Monade (<http://www.monade.pro/>). Un contrat a aussi été signé avec la société TBS blue, qui gère déjà un progiciel de gestion de la revue Economie Rurale, pour intégrer leur progiciel de suivi comptable (émission de facture etc.) directement dans le site web. Ceci nous permettra d'avoir un suivi en temps réel de toutes nos recettes et une organisation simplifiée et intégrée des facturations (adhésions, inscriptions colloques et JRSS, ventes de la revue).

La construction du site est achevée. Nous sommes en phase de test. Il est prévu de faire

migrer le site web chez l'hébergeur définitif, d'ici le début du mois de juillet. Les opérations sur le suivi des JRSS se feront donc à partir du nouveau site web. Les opérations de suivi, de gestion et de test du nouveau site web sont assurées par Laure Kuhfuss et Sophie Thoyer du bureau, et Armelle Guilloux notre webmaster.

2) Lancement d'une nouvelle formule : les Rencontres SFER

Le bureau et le COS de la SFER ont souhaité promouvoir davantage les occasions d'échange en apportant un appui financier (max 1 000€ par évènement) à une nouvelle catégorie d'évènements : les « RencontreS SFER ». Ce sont des évènements d'une journée maximum organisés au nom de la SFER, par un ou plusieurs membres de la SFER, sur une thématique de la SFER. Le contenu et l'organisation d'une Rencontre SFER devront être discutés au sein du Conseil d'Orientation Scientifique de la SFER et recevoir son aval. La décision finale sur le financement reviendra au Bureau. La SFER ne fournit pas d'appui logistique ou de secrétariat.

Les Rencontres SFER pourront avoir différents types de format (atelier d'échanges, tables rondes, etc.) et elles doivent avoir pour objet de favoriser le débat entre le monde académiques et les autres parties prenantes de la société civile (décideurs, monde professionnel, étudiants, associations etc.).

Il est prévu d'y dédier un budget de 2 000 €, soit deux rencontres par an.



III. Rapport financier de l'exercice 2016

Le rapport financier se décline autour du bilan, de son analyse et du projet pour 2017.

III.1. Le Bilan et le Compte de Résultat de l'association

	En Euros	2 011	2 012	2 013	2 014	2 015	2 016	2016 / 2015
Bilan	Total Actif	100 000	100 000	146 383	155 126	166 465	181 416	9,00%
	- dont liquidités	66 000	73 000	111 127	122 259	140 471	156 063	11,00%
	- dont créances clients	-	-	-	9 914	7 703	5 799	-25,00%
	Total Passif	100 000	100 000	146 383	155 126	166 465	181 416	9,00%
	- dont Réserves	48 000	60 000	64 466	80 246	118 439	129 234	9,00%
Chiffre D'affaires	Cotisations	16 320	7 505	13 650	10 949	10 303	10 908	6,00%
	Économie rurale (ventes papier)	35 000	37 430	15 017	29 905	27 262	18 962	-30,00%
	Recettes colloques	34 600	51 109	46 275	46 441	34 009	36 085	6,00%
	Chiffre d'affaires	85 920	96 044	74 942	87 295	71 574	65 955	-8,00%
Autres Produits	Droits dérivés (CAIRN)	7 750	6 300	9 246	8 982	7 642	8 240	8,00%
	Subventions et dons	53 200	44 300	32 530	35 397	27 005	28 250	5,00%
	Reprises sur provisions	-	-	-	-	3 000	0	ns
	Total Produits d'exploitation	146 870	146 644	116 717	131 675	109 220	102 445	-6,00%
	TOTAL PRODUITS	-	148 618	120 195	145 536	109 315	102 525	-6,00%
Charges	Charges Personnel	75 000	61 000	34 788	34 905	35 258	37 691	7,00%
	Autres Charges	60 000	76 583	64 527	69 736	55 612	55 770	0,00%
	Créances non récupérables	-	6 898	5 100	3 000	-	-	ns
	Total Charges d'exploitation	-	-	99 315	106 724	90 870	90 954	0,00%
	TOTAL CHARGES	135 000	144 481	104 415	107 343	98 520	92 616	-6,00%
Résultat	Résultat d'exploitation	-	-	17 560	24 951	18 350	11 491	-37,00%
	RESULTAT NET	11 870	4 137	15 780	38 193	10 794	9 909	-8,00%

Tableau 2 : Bilan et compte de résultat (2011 à 2016)

III.1.1. L'analyse du Bilan

Au 31 décembre 2016, **notre actif** se montait à 181 416 € et était constitué pour l'essentiel de liquidités à hauteur de 156 063 €. Le reste regroupe essentiellement de créances clients liées à des factures encore non réglées. Si celles-ci avaient diminué entre 2014 et 2015, du fait du passage en perte définitive des créances non recouvrées des colloques 2014 (JRSS, AGP et SA), les créances de 2015 ont été complètement recouvrées. L'association a en effet été vigilante sur le règlement des

créances via des relances systématiques. Cette année, aucun investissement n'a été fait.

III.1.2. L'analyse du compte de résultat

Malgré une baisse de 6% entre 2015 et 2016, les produits issus de l'activité normale et courante de l'association (soit 102 445 €) lui ont permis de couvrir l'ensemble des charges d'exploitation (93 461 €). **Le résultat d'exploitation** de l'exercice 2016 est ainsi positif de 11 491 € contre 18 350 € en 2015 (soit une baisse de 37%).

Parmi les produits d'exploitation, on retrouve les cotisations qui connaissent une hausse par rapport à l'exercice 2015. Les autres produits d'exploitation, en particulier les subventions versées à l'association, ont augmenté de 5% entre 2015 et 2016, une augmentation uniquement due aux subventions obtenues lors des colloques. Le niveau global de subventions reste cependant très en deçà de ce qu'a pu connaître la SFER au début des années 2010 (- 36% par rapport à 2012 et - 47% par rapport à 2011).

La baisse de 30% des produits de la vente de numéros d'Economie Rurale – en partie responsable de la baisse de 6% des produits d'exploitation entre 2015 et 2016 – est à relativiser car une commande exceptionnelle pour un numéro avait été enregistrée en 2015.

Du côté des charges d'exploitation, on constate une augmentation du poste personnel (+ 7%) du fait du passage du poste secrétariat de 80 à 90%. Dans l'ensemble, les charges totales affichent une diminution (- 6%) qui est cependant à mettre en lien avec la diminution des produits totaux (- 6%). En effet, ces variations s'expliquent en partie par le retour à un seul colloque thématique par an.

Le résultat net de 2016 a diminué de 8% par rapport à 2015 et s'élève à 9 909 €. Il reste positif, alors que nous avons anticipé un résultat nul, car l'ensemble des dépenses d'investissement pour le site web et la modernisation du suivi comptable n'ont pas été payées sur 2016. Une partie sera prise en charge sur 2017.

III.2. Le Projet 2017

	En euros	Projet 2016	Réalisé 2016	Projet/Réalisé	Projet 2017
Chiffre d'affaires et autres Produits	Cotisations	10 000	10 908	9,00%	10 000
	Économie rurale (ventes papier)	22 000	18 962	-14,00%	17 000
	Recettes colloques	35 000	36 085	3,00%	35 000
	Chiffre d'Affaires	67 000	65 955	-2,00%	63 000
	Droits dérivés (CAIRN)	8 000	8 240	+ 3%	8 000
	Subventions	28 500	28 250	-1,00%	28 000
	Total Produits d'exploitation	103 500	102 445	-1,00%	99 000
	Total Produits	nr	102 525	nr	99 000
Charges	Charges de personnel	36 500	37 691	3,00%	41 000
	Autres Charges	67 000	53 263	-20,00%	58 000
	Total Charges d'exploitation	nr	90 954	nr	99 000
	TOTAL Charges	103 500	92 616	-11,00%	99 000
Résultats	Résultat d'exploitation	0	11 491	+ 11 491	0
	Résultat net	nr	9 909	nr	0

Tableau 3 : Budget de la SFER - projet 2017 *nr : non reporté dans le rapport d'activité 2016*

Pour le projet 2017, nous tablons sur une diminution des produits d'exploitation par rapport au réalisé 2016 qui atteindraient 99 000 €. L'effet du changement de date de renouvellement des cotisations (d'octobre à octobre) devrait ne plus se faire sentir. Par contre, en ce qui concerne Économie Rurale, la baisse des ventes papiers devrait se poursuivre et nous anticipons une somme de 17 000 € pour les revenus issus de ces ventes (soit une baisse de 10%). Nous prévoyons une stabilisation des droits dérivés liés au contrat avec CAIRN autour de 8 000 € ainsi que des recettes de colloques (JRSS et colloque thématique). Nous avons reconduit un montant de subventions à hauteur de 28 000 € (incluant les subventions INRA, CIRAD et les subventions de colloque), quasi identique au réalisé 2016.

Du côté des charges, nous prévoyons une augmentation cette année de 7%. Nous pouvons nous le permettre car nous avons un bilan positif et qu'il est important d'investir pour l'avenir. Nous poursuivons la réorganisation du secrétariat SFER/EcoRu (poste passé de 80 à 90% depuis avril 2016) afin d'avoir un meilleur suivi comptable de nos activités d'une part, et de pouvoir communiquer de manière plus efficace et être plus visibles d'autre part. Cela se traduit par une hausse des charges salariales de 9% par rapport à 2015 (année où le poste était à 80%).

Par ailleurs, nous finalisons cette année nos dépenses pour le nouveau site web (et sa traduction en anglais) et pour l'intégration dans ce site de nos outils de suivi de comptabilité (budget prévisionnel : + 4 000 €). Nous rachetons du matériel informatique pour notre secrétariat (+ 1 200 €). Le site web et le matériel informatique donneront lieu à des amortissements (estimés à 1 000 euros et 400 euros respectivement). En outre, les frais de maintenance du site s'élèveront à 800 euros. Enfin, nous prévoyons aussi de participer de manière plus active aux débats entre monde académique et non académique en organisant des journées Rencontres SFER (budget prévu : + 2 000 €). Nous prévoyons donc un bilan équilibré.